

## **Ergenekon, histoire d'un coup d'Etat rampant (2)**

vendredi 16 mai 2008, par [Ismet Berkan](#), [Sebahat Erol](#)

**Je pense que l'enquête menée par la Haute Cour de Justice d'Istanbul sur l'affaire Ergenekon est en passe de devenir la plus importante enquête pénale de toute l'Histoire de notre démocratie multipartite. Pour que nous puissions mieux comprendre l'importance de cette enquête, j'ai commencé dès hier à écrire sur « l'histoire proche » d'Ergenekon, j'ai raconté les deux « coups d'Etat » que nous avons vécus en 2001 et 2002.**

### [Partie N°1](#)

Le deuxième coup d'Etat, qui a eu lieu le 30 août 2002, a visé à neutraliser Hilmi Özkök, qui venait d'être nommé Chef d'état-major : pour cela, l'ancien Chef d'état-major Hüseyin Kıvrıkoğlu, piétinant les règles, avait placé Aytaç Yalman au Commandement des Forces terrestres et Şener Eruygur au Commandement de la Gendarmerie.

Très peu de temps après ces nominations, en novembre 2002, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) arrivait au pouvoir tout seul après avoir remporté les élections. Alors que cinq ans auparavant seulement le mouvement islamiste avait mené la Turquie au seuil du coup d'Etat militaire et avait été chassé du pouvoir par un « *coup d'Etat post-moderne* », que les deux partis politiques qui le représentaient avaient été dissous, l'AKP arrivait au pouvoir sans devoir former une coalition.

Dès le soir des élections, les regards étaient déjà tournés vers l'armée, tout le monde se demandait comment les militaires allaient réagir à ces résultats. Le Chef d'état-major Özkök précise alors sa position en déclarant qu'il fallait « *respecter le résultat des urnes* ». Cette déclaration provoque un bouillonnement parmi les généraux à la retraite et les militaires moins gradés. C'est dans ce climat que paraît la célèbre manchette du journal Cumhuriyet : « *Les jeunes militaires sont inquiets* » ; c'est également dans ce climat que paraissent les écrits de journalistes comme Emin Çölaşan qui critiquaient le Chef d'état-major en lui reprochant d'être trop « *indulgent* ». Özkök se trouve alors obligé d'organiser une conférence de presse juste pour pouvoir répondre à la manchette de Cumhuriyet et réplique : « *Je suis un démocrate, va-t-on me le reprocher ?* »

Entre temps, on était arrivé en 2003, les Etats-Unis avaient demandé de l'aide à la Turquie pour envahir l'Irak et le gouvernement avait donné son accord de principe. Un jour avant le vote de cet accord par le Parlement, le Commandant des Forces armées terrestres Aytaç Yalman donnait une interview anonyme à Fikret Bila de Milliyet et déclarait qu'il n'approuvait pas cet accord. On continue encore à se demander quelle a été l'influence de cette déclaration sur le rejet de cet accord par le Parlement le 3 mars.

Et ce n'est pas tout ! Pendant ce temps, Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, avait exposé le plan de résolution du conflit chypriote qui porte son nom et avait invité à La Haye les deux parties de l'île pour en discuter.

Bien que Rauf Denktaş eût reçu à Ankara des instructions du Premier ministre Abdullah Gül qui lui avait demandé de ne pas « *refuser catégoriquement le plan* », dès son arrivée à La Haye, Denktaş déclarait : « *Je suis venu ici pour répondre non à Annan !* » et il tuait ainsi les pourparlers dans l'œuf ! En parlant ainsi, Denktaş n'agissait pas de sa propre initiative : il y avait à Ankara des gens sur qui il comptait et qui l'encourageaient dans ce sens.

Le gouvernement turc élu n'avait donc pas pu appliquer ni faire appliquer sa propre politique. Certains, à Ankara, avaient court-circuité les instructions du gouvernement.

Et c'était là le troisième coup d'Etat !

Ce coup d'Etat avait ouvert la voie à l'adhésion à l'UE de la partie grecque de Chypre qui représenterait l'ensemble de l'île. Pour ceux qui avaient préparé et mené le coup d'Etat, cette adhésion de la partie grecque à l'UE n'était pas une « défaite » mais une « victoire », ainsi, le problème chypriote était condamné à rester sans solution ; quant à l'adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE, elle devenait quasi impossible. En effet, les Chypriotes grecs allaient ainsi avoir un important moyen de reprendre l'autre partie de l'île non pas en passant des accords avec les Turcs mais en les soumettant, et d'atteindre leur objectif de réduire les Turcs à un statut de minorité. Ils allaient aussi pouvoir utiliser sans cesse leur droit de veto dans l'UE pour forcer la Turquie à faire des concessions. Et comme la Turquie ne ferait pas de « concession » concernant Chypre, elle allait renoncer à l'adhésion à l'UE.

A Ankara, comme le gouvernement avait d'autres préoccupations, que l'AKP avait des problèmes pour mettre son leader Recep Tayyip Erdoğan au poste de Premier ministre, dans les premiers temps, il n'a pas compris, pas saisi, comment il avait été victime d'un coup d'Etat et comment son avenir avait été hypothéqué.

Lorsque les membres du gouvernement ont compris que non seulement eux-mêmes mais aussi tous les Turcs qui soutenaient l'adhésion de la Turquie à l'UE avaient été victimes d'un coup d'Etat, ils sont restés trop « passifs », comme ils allaient aussi le faire par la suite ; non seulement ils n'ont pas ouvert d'enquête judiciaire mais ils n'ont même pas demandé de comptes sur un plan politique, même pas tenté de dévoiler l'identité de ceux qui avaient encouragé Rauf Denktaş à agir contre les instructions du gouvernement turc.

C'est intéressant, le quatrième coup d'Etat allait encore être provoqué par la question chypriote. De plus, cela devait être la tentative de coup d'Etat le plus important depuis longtemps. Mais le gouvernement qui actuellement tremble au moindre coup de vent n'allait encore rien faire, n'allait même pas lutter pour la démocratie ou pour quoi que ce soit d'autre.

Mais je développerai cela demain...

---

## Sources

Source : Radikal, le 05.04.2008

- Traduction pour TE : Sebahat Erol